



# Le Vénissian

Périodique communiste de Vénissieux

<http://levenissian.fr>

Juin 2015

## 29 Mai 17h Place de la paix Vénissieux

Il y a 10 ans, les Français bousculaient le monde politique et médiatique en votant NON à 55% au traité constitutionnel européen... Ce sont les ouvriers, les employés, les jeunes et les quartiers populaires qui ont fait ce résultat. A Vénissieux, près de 70% !

Les parlementaires de droite et socialistes ont permis à Sarkozy de rejeter avec mépris l'expression du peuple en imposant ce traité. Et depuis, la "concurrence libre et non faussée" a fait son travail, détruit l'industrie, remis en cause les droits du travail, les salaires, les pensions...

**Traité  
Constitutionnel  
Européen  
C'est toujours NON!**  
ci-dessous l'affiche de 2005...

Nationalisme, Supranationalisme, Empires, Armée Européenne, Force d'intervention rapide, Théâtres d'opérations extérieurs ...

**La concurrence, c'est la guerre !**

# NON

à la **Constitution** de l'Empire Capitaliste Européen

**Nord-Sud, Est-Ouest**

**Vive la solidarité**

# internationaliste

« Le capitalisme porté en lui la guerre comme la nuée l'orage »  
<http://internationalistes.org> Jean Jaurès



## Vénissieux contre l'austérité et la désindustrialisation

Les suppressions d'emplois se multiplient, **AREVA** 5 à 6000 dont 3 à 4000 en France, **Renault trucks**: 512 **VIVARTE**, habillement et chaussure: plan social prévoyant la suppression de 1300 postes et la fermeture de 250 magasins **La Halle aux vêtements**. **JST** Lyon 8eme, 50 suppressions, liquidation du transporteur **MoryGlobal**, 2 150 emplois... Le chômage a atteint 10,7%, sans compter ceux qui n'ont plus de droits à Pôle Emploi. Mais ce gouvernement qui dit tout faire pour l'emploi refuse de revoir sa politique.

- A quoi sert le crédit d'impôt compétitivité emploi (**CICE**), plus de 20 milliards de cadeaux au patronat en 2015 ?

- A quoi sert le Crédit d'impôt recherche (**CIR**), qui est la niche fiscale la plus onéreuse : les entreprises encaissent plus de 6 milliards par an ?

- A quoi sert le pacte de responsabilité cher au président, plusieurs milliards d'euros, ?

- A quoi va servir la loi Macron, qui continue à répondre aux exigences du patronat sans aucun engagement en terme d'emploi.

**Manuel Valls** premier ministre, et **Yves BLEIN**, député, ne manquent pas d'air quand ils déplorent le plan présenté par Renault trucks. Qu'attendent-ils pour supprimer le CICE et le CIR aux entreprises qui suppriment des emplois, à commencer par Volvo? **Hollande, Valls, Macron, Blein, Collomb, c'est le bal des amis du MEDEF!**

Loin de tenir compte de sa claque aux élections départementales, le PS veut faire passer pour des vieilleries toutes les idées

de gauche contre l'austérité et pour une relance économique et sociale. Mais c'est sa politique qui reprend depuis 30 ans les mêmes orientations: céder au patronat et à l'UE, faire des cadeaux aux actionnaires, aux marchés, aux banques, baisser le coût du travail, casser le code du travail, réduire la représentation des salariés... Cela devait relancer l'emploi mais on connaît la suite. **Une progression régulière du chômage!**

Hollande et sa majorité, élus sur des mensonges et le rejet de Sarkozy, préparent déjà les élections présidentielles et législatives de 2017, en se servant du FN à la fois comme le déversoir de la colère au premier tour et comme un repoussoir au deuxième tour. François Mitterrand avait déjà fait ce calcul!

**La droite n'est pas en reste.** Voyant le PS reprendre son programme, elle lorgne vers le FN espérant récupérer une partie de son électorat, comme Christophe Girard lors des élections municipales à Vénissieux.

Tous ces calculs politiques se contrefichent des préoccupations et besoins des habitants. Leur seul objectif: la présidentielle de 2017. Prêts à tous les mensonges, promesses, manœuvres, pour garder le pouvoir ou le reconquérir. Sous l'œil bienveillant du patronat, de l'U.E., des marchés financiers.

**Avec le PCF, construisons une autre perspective économique, sociale, un mouvement solidaire de lutte pour bousculer le pouvoir de l'argent.**

## la crise du logement due aux demandeurs d'asile? Mais quelle mouche (de droite!) a piqué Gérard Collomb?

Le premier conseil métropolitain auquel les élus Vénissiens ont pu participer a été long... 8 heures et 80 délibérations que 166 élus, de 14 groupes politiques, sont censés discuter... 20 secondes par groupe et par délibération ! Une des conséquences de la fusion département-communauté urbaine, un seul conseil doit traiter ce que discutaient deux conseils avant...

C'est peut-être la raison pour laquelle Gérard Collomb a cafouillé dans le déroulement de ce conseil, jusqu'à cette perle digne de Sarkozy, répondant sur la demande de logement social: **"le nombre de demandes de logement en attente est due à l'explosion des demandeurs d'asile"**

Car les élus communistes comme les élus EELV et d'autres à gauche, ont dénoncé la baisse du financement de l'état qui nous met dans l'incapacité de répondre aux 47 000 demandes en attente dans l'agglomération.

Gérard Collomb n'a pas répondu pour montrer, ce qui est pourtant vrai, que la métropole fait sur ce sujet mieux que l'état, mais pour dénoncer ces demandes de logement en attente qui seraient dues selon lui, à l'explosion des demandeurs d'asile. Et de donner les chiffres comme l'aurait fait Sarkozy ou Le Pen pour désigner un bouc émissaire et détourner la colère des gens concernés. Il y avait 1000 demandeurs en 2009, il y en a plus de 3000 en 2014...

Dont acte. Oui, les demandes d'asile augmentent, parce que la France a fait exploser la Lybie, que nos armes, et parfois nos soldats, sont impliqués dans tout le moyen-orient et l'Afrique dans des guerres qui provoquent des vagues de migration et des centaines de milliers de réfugiés ! La plupart ne cherche pas d'ailleurs à venir en France! Ils restent proche de chez eux et ils savent que la France les accueille au compte-goutte, moins que l'Allemagne !

Mais que représentent ces 3000 demandeurs d'asile sur les 47000 demandes de logement en attente, eux qui n'y ont pas droit ! Et même ceux qui sont finalement régularisés ne sont pas tous demandeurs! Faire croire aux 47000 demandeurs qu'ils n'ont pas de logement à cause des réfugiés est indigne d'un homme politique qui se présente "de gauche", en tout cas "républicain".

Mais Gérard Collomb cherche d'abord à séduire la droite! La ville de Vénissieux lui avait demandé un représentant au conseil du nouvel office de logement qui remplace l'ancien OPAC du Rhône. La métropole devait en désigner 6. Il était normal que la troisième ville, avec 3200 logements de cet office, soit représentée! Gérard Collomb a répondu que c'était impossible car les élus de Vénissieux n'étaient pas dans l'exécutif, tout en désignant Michel Denis, ancien maire de St-Fons élu en 2001 avec le soutien du Fn, mais passé depuis chez les centristes de Synergie, Stéphane Guillaud (UMP Lyon) et Yann Campan (UMP Bron), élus d'opposition dans leurs communes! 3 élus de droite sur 6 ! Nous avons quand même obtenu que Saliha Prudhomme-Latour, adjointe aux affaires sociales soit désignée comme "personnalité qualifiée".

**Oui, mais quelle mouche de droite a piqué Gérard Collomb ?**

La métropole se met en place dans la douleur, de l'intervention policière contre les agents en manifestation dans les locaux du Grand Lyon, aux ratés du vote sur le règlement intérieur, en passant par les nombreuses conventions pour faire travailler les communes sur des compétences métropolitaines, ou la démission d'un vice-président trop à gauche.

Le report du pacte de cohérence métropolitain prévu par la loi pour régler les relations entre communes et métropole est illustratif. Car les discussions sont difficiles avec les maires centristes des communes de l'Ouest qui espéraient continuer à jouer un rôle clé dans la majorité de Collomb.

Les périmètres des circonscriptions électorales de la métropole leur rappellent que le but est bien, comme le dit le maire UMP de Meyzieu, que les maires ne soient plus tout à fait des maires...

Ce pacte de cohérence devait être voté avant le 30 Juin selon la loi, mais le président Collomb a du proposer de déroger à la loi! Il devra entendre ce que disent de nombreuses communes!

**Les élus communistes présenteront leur proposition pour ce pacte de cohérence jeudi 4 Juin à la métropole, autour d'une idée simple; construire une métropole pour les communes et leurs citoyens!**



**Métropole, le combat pour la solidarité et nos communes continue... Contactez vos élus métropolitains !**

# 2005 - 2015

## Traité Constitutionnel européen c'est toujours Non !

Il y a 10 ans, le 29 mai 2005, le peuple français disait Non à la Constitution européenne, affirmant ainsi son refus d'une Europe supra nationale et sa volonté de conserver sa souveraineté dans le cadre national. Dans les villes populaires comme Vénissieux, le Non était très largement en tête !

Les gouvernements successifs ont bafoué le suffrage universel, Nicolas Sarkozy a volé leur Non aux Français et fait adopter le Traité par le parlement.

Après Maastricht et l'euro, le Traité Constitutionnel libérait la voie au patronat pour imposer la concurrence totale entre les salariés, délocaliser pour mieux exploiter le travail, marchandiser tous les aspects de la vie, faire exploser les cadres nationaux que s'étaient donnés les peuples, pour imposer reculs sociaux et démocratiques.

L'union Européenne avec l'Otan n'hésite pas à recourir à la guerre pour faire exploser des nations quand il y a des marchés à conquérir. L'Ukraine en est le dernier exemple.

L'UE, vendue au nom de l'amitié entre les peuples, a révélé son vrai visage, celui d'une puissance entièrement dévouée au patronat et financiers, qui laissent mourir des milliers de migrants à quelques encablures de ses côtes alors qu'elle a participé aux crises économiques et politiques qui embrasent leur pays.

En France, nous voyons fondre toutes nos conquêtes sociales héritées de décennies de luttes populaires et du Conseil National de la Résistance : retraites décentes, sécurité sociale, services publics...

L'égalité républicaine et la démocratie sont dans le collimateur. La dernière réforme des collectivités territoriales crée des très grandes régions et des « euro\_métropoles » au nom de la nécessaire concurrence entre les territoires, si chers à l'Union européenne. La commune, base de la citoyenneté est attaquée tandis que ces nouveaux territoires se voient confier des missions jusque là de la responsabilité de l'Etat ouvrant la voie au détricotage de la nation.

Pour l'emploi ce sont les grands groupes et les fonds de pension mondialisés qui décident. Encore 591 suppressions de postes annoncés à RVI malgré 11 milliards de bénéfices réalisés par Volvo de 2001 à 2013 et redistribués pour l'essentiel aux actionnaires.

Oui, nous avons bien raison de refuser ce carcan du traité constitutionnel européen !

Les partis pro Union européenne ont volé le NON au peuple et ils voudraient aujourd'hui nous enfermer dans une fausse alternative : soit le soutien aux politiques pro-européennes, soit l'extrême droite bleue marine du Front national, en fait le fascisme.

Ensemble, refusons cette impasse et faisons vivre une sortie de gauche du carcan de l'Union européenne pour reprendre les droits volés au peuple. C'est la meilleure arme contre la droite et le Front National, pour faire gagner une alternative à cette politique gouvernementale soumise au patronat et dure pour les peuples !

**Avec toutes les forces du Non, des syndicalistes, des militants d'entreprise**

## Licenciements à Renault Trucks

**Déclaration de Michèle Picard, Maire de Vénissieux (extraits)**

« ... Lors du comité d'entreprise extraordinaire organisé ce 28 avril, Renault Trucks, filiale du groupe Volvo, a annoncé la suppression de 591 postes en France, dont 512 sur le site Vénissieux / Saint-Priest. Une véritable saignée pour cette entreprise qui intervient un an après le plan de restructuration ayant déjà entraîné la suppression de 508 emplois, dont 319 sur les sites de Vénissieux et Saint-Priest, ainsi que la disparition de 800 postes de prestataires et intérimaires.

Une décision inacceptable et révoltante ! D'autant plus que les ventes du constructeur de poids lourds ont augmenté de 35 % sur le premier trimestre 2015. Pire encore, de 2001 à 2013, 83 % des 11 milliards de bénéfices réalisés par le groupe Volvo ont été distribués aux actionnaires sous forme de dividendes.

Une fois de plus, c'est un des fleurons industriels de la région qui est mis à mal par un fonds de pension prédateur. Quid des emplois, quid de nos industries, de nos savoir-faire ? C'est le même scénario qui se répète inlassablement : dividendes pour les actionnaires, plans sociaux pour les ouvriers !

Aujourd'hui, il est temps de stopper la course à la rentabilité du fonds de pension Cevian, pour qui l'entreprise et la production ne sont que des machines à sous !

Tout doit être fait pour contrer ce nouveau coup dur qui vient frapper en plein cœur ce constructeur historique. C'est la raison pour laquelle je demande que soit organisée, en urgence, une table ronde, sous l'égide du Préfet, en présence de la direction de Renault Trucks, des élus des villes concernées et des organisations syndicales... »



Manifestation à Vénissieux le 19 Mai 2005

# Vénissieux mobilisée

## Pour le respect de la dignité

### Contre les expulsions locatives

Parti Communiste Français  
Section de Vénissieux  
48, rue Eugène Maréchal  
69200 Vénissieux  
Tel: 0472504434  
pcf@venissieux.org  
Journal: <http://levenissian.fr>



La politique économique du gouvernement Hollande/Valls est une pièce essentielle pour le patronat et les orientations de l'Union Européenne. Ces choix se traduisent par une désindustrialisation massive pour favoriser la finance. Les pertes d'emploi dans l'industrie augmentent de mois en mois. Vénissieux et l'agglomération Lyonnaise ne sont pas épargnées. Renault-Truck ne sera pas la dernière entreprise de la liste.

150 000 salariés licenciés ces dernières années dans la région arriveront en fin de droit dans les mois qui viennent...

Cette casse accentue une situation sociale catastrophique. Plus de 5 millions de chômeurs dans notre pays, des milliers à Vénissieux. A Vénissieux, les salariés, les familles, les jeunes sont confrontés à une précarité et une pauvreté intolérables. 32 % de la population vivent sous le seuil de pauvreté. Derrière ces chiffres, ce sont des hommes, des femmes, des jeunes, des enfants. Nombre d'entre-eux sont dans une situation de simple survie. Cette survie, c'est au quotidien des restrictions pour toute la famille. Le droit de se nourrir convenablement n'existe plus et souvent des difficultés apparaissent pour régler le loyer et les charges.

Dans ce dernier cas, la machine infernale de l'expulsion locative s'enclenche. La soi-disante réglementation pour le droit au logement et le fameux Dallo ne font pas obstacles aux expulsions. La file d'attente des "dalo" est la plus longue !

Sur le plan national, des dizaines de milliers d'expulsions ont lieu. Vénissieux n'est pas épargnée. Le respect de la dignité humaine est lié à un véritable droit au logement. C'est une lutte permanente. De la mobilisation de la population aux élus, chaque action compte.

Michèle Picard, Maire, est aux côtés des nombreux Vénissiens dans ce combat et ce depuis plusieurs années. Une nouvelle fois, des arrêtés contre les expulsions, contre les coupures d'électricité et les saisies ont été pris par le Maire. Ensemble, faisons avancer le respect de la dignité et un véritable droit au logement.



*Face au capital, les travailleurs doivent se faire entendre par eux-mêmes, avec leur organisation, indépendante des médias, des institutions. Ils l'ont fait avec les partis communistes au début du XXIème siècle.*

*Si les luttes sont si difficiles aujourd'hui, c'est, comme le dit le patronat, "qu'on ne fait pas la même politique avec un PCF à 20%". Certains pensent que le PCF va disparaître comme en Italie, devenir un parti de gauche comme en Allemagne.*

*Ce sont les travailleurs qui ont la réponse.*

**Adhérez pour reconstruire un grand parti communiste !**

## Grandes Terres Usine à gaz ?

Un comble ! Le préfet a dissous le syndicat intercommunal des Grandes Terres mettant en péril le travail remarquable réalisé sur cet espace agricole et naturel aux portes de l'agglomération. Mais le député Yves Blein justifie la décision du préfet en traitant le syndicat d'usine à gaz couteuse...

Insultant pour ceux qui ont fait du syndicat un outil réactif qui permettait à tous les acteurs des grandes terres d'agir efficacement ensemble.

S'il y a une usine à gaz dans ce dossier, c'est bien cette métropole incapable d'assurer la continuité du service public !